



Ne touchez pas à notre maïs! Résistance aux OGM au Mexique

La « Croisade contre la faim » au Mexique et la FAO

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 28 mai 2013

grain.org

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Photo : Murale célébrant le maïs dans le cadre de la lutte contre le maïs GM au Mexique.
(Photo : Prometeo Lucero)

Dans un article antérieur (« [ALERTE : Avalanche transgénique au Mexique¹](#) »), nous avons résumé les circonstances qui ont mené à l'urgence à laquelle font face le Mexique et plusieurs autres pays d'Amérique latine aujourd'hui en ce qui concerne les transgéniques. À divers degrés, l'invasion des transgéniques et l'adoption de lois sur les semences et la propriété intellectuelle renforçant le contrôle des entreprises sur l'agriculture se répandent dans l'ensemble du continent et, par malheur, des organisations internationales comme la FAO ou le CIMMYT (Centre international d'amélioration du maïs et du blé) et des fondations « d'aide au développement » comme la Fondation Bill et Melinda Gates les encouragent.

Aujourd'hui, grâce à d'éventuels permis de plantation commerciale, ou même malgré l'absence de permis, le Mexique continue d'être sous la menace imminente de voir ses grandes villes inondées de maïs transgénique; l'imposition de systèmes autoritaires d'intensification des cultures s'accroît et ces systèmes finissent par contaminer les variétés de maïs indigène dans le centre d'origine de cette espèce - une des quatre plantes les plus importantes de l'histoire de l'humanité.

Effervescence populaire

Le mandat de six ans du président Felipe Calderón s'est achevé sans que soient délivrés les permis de plantation commerciale de maïs GM dans les États de Sinaloa et de Tamaulipas, dont la délivrance semblait imminente dans les derniers mois de son mandat — mais avec Enrique Peña Nieto, l'horizon demeure tout aussi menaçant. Sa prétendue Croisade nationale contre la faim pourrait distribuer du maïs transgénique à titre d'aide directe « contre la disette² » ou servir de justification pour l'accaparement de terres, les monocultures et l'agriculture industrielle accompagnés de produits agrottoxiques, de droits de propriété intellectuelle et de la criminalisation des semences indigènes³.

Cependant, aucun permis n'a été délivré, les délais pour prendre une décision ont expiré et l'ensemencement des cultures irriguées dans le nord du Mexique, pour lequel les permis avaient été demandés, est déjà passé.

Ce succès concret pour les organisations mexicaines et internationales est le fruit de mois d'efforts, de lucidité et de mobilisation coordonnée, d'abondantes informations publiées dans les revues, de réseaux sociaux, de rencontres d'information, d'assemblées, d'ateliers, de campagnes de signatures internationales, de lignes de piquetage, de jeûnes, de débats publics, d'annonces à la radio faites par des militants, des intellectuels et des artistes reconnus, et d'innombrables articles d'opinion, de reportages, d'affiches et d'entrevues audio et vidéo dans Internet. Le coût politique national et international de cette autorisation a augmenté aux yeux du public. L'imbroglia juridico-administratif créé par les instances du gouvernement est à l'origine de contradictions flagrantes entre les différentes actions et dispositions gouvernementales. Mais ce serait une erreur de penser que la menace est derrière nous. Au contraire. Lorsque les prochaines périodes d'ensemencement (des cultures irriguées et pluviales) reviendront dans le nord du pays, nous verrons si les corporations pensent que les conditions leur sont plus favorables. D'ailleurs, de nouvelles demandes de permis ont déjà été présentées. Elles pourraient s'appliquer à plus de 36 millions d'hectares⁴!

Encadré 1 — La « Croisade contre la faim » au Mexique et la FAO

La soi-disant Cruzada Nacional contra el Hambre (Croisade nationale contre la faim), dont le nouveau gouvernement fédéral mexicain fait la promotion auprès des organisations internationales et de l'opinion publique, pourrait compter les transgéniques parmi ses moyens. Le gouvernement compte parmi ses alliés des intervenants importants qui mettent de l'avant que les OGM peuvent contribuer à augmenter la productivité, à s'adapter aux changements climatiques et à trouver des solutions scientifiques en agriculture¹.



Le nouveau ministre de la Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación mexicana (Sagarpa, ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, du Développement rural, des Pêches et de l'Alimentation du Mexique), Enrique Martínez y Martínez, a reconnu récemment que le Mexique importe déjà des millions de tonnes de maïs et de soja GM destinées à la consommation humaine. « Finalement, les Mexicains et Mexicaines, nous consommons depuis de très nombreuses années ce maïs génétiquement modifié qui vient de l'étranger. » Le ministre a déclaré que la biotechnologie est nécessaire « pour combattre la disette que connaît le Mexique et le monde » en affirmant que « nous devons sans cesse être plus concurrentiels et chercher les semences génétiquement améliorées, si l'on veut les appeler ainsi, qui nous permettront

d'avoir des semences plus résistantes aux sécheresses, aux ravageurs, aux maladies et aux gels2. »

Pour stimuler la réalisation des objectifs spécifiques de la Croisade « d'éliminer la faim chez les personnes vivant dans la pauvreté multidimensionnelle extrême et le manque d'accès à l'alimentation, et augmenter la production d'aliments et les revenus des paysans et petits producteurs agricoles, » tous les niveaux de gouvernement, les secteurs public et privé la société civile, les organisations et les institutions internationales seront appelés à contribuer3. Pour le moment, l'on sait que Nestlé et Pepsico, de grandes sociétés alimentaires, se sont jointes avec enthousiasme à la croisade4. Nous avons appris juste avant la publication du présent document que le Centre africain pour la biodiversité, le Groupe ETC, Food Matters Zimbabwe et le CTDT ont sonné l'alarme dans un communiqué de presse conjoint annonçant l'exportation de 25 000 tonnes de maïs transgénique sud-africain au Zimbabwe et de 150 000 tonnes de ce même maïs transgénique au Mexique5.

Le président Peña s'est réuni à Rome avec le directeur de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva, pour discuter de la coordination de l'action gouvernementale et de la participation de la société civile et du secteur privé.

« Personne ne peut atteindre la sécurité alimentaire seul. Il est important que les gouvernements à tous les niveaux, la société civile et le secteur privé coordonnent leurs efforts et agissent ensemble. La FAO peut aider à identifier et à créer des synergies entre tous les intervenants qui luttent contre la faim, pour que les efforts soient les plus efficaces possible » a indiqué Graziano da Silva. Le directeur général a accepté l'invitation du président pour visiter le Mexique dans un proche avenir en disant que « la FAO appuie sans réserve les objectifs de la croisade6. »

Ce n'est pas la première fois que la FAO appuie les politiques agricoles et alimentaires du Mexique. En mars 2010, exactement un an après que le gouvernement du président Felipe Calderón ait levé le moratoire sur le maïs transgénique en vigueur depuis 1999, la FAO a tenu à Guadalajara, avec la Banque mondiale et le CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale), une réunion « dont l'objectif était de promouvoir la biotechnologie comme solution réalisable aux problèmes de la faim dans le monde, » et par conséquent de promouvoir les cultures transgéniques. Les documents de la FAO, préparatoires à la réunion, affirment que la « coexistence » entre les cultures transgéniques et les cultures traditionnelles ne comporte pas de risques et que les organisations, les communautés et les scientifiques « qui exagèrent et polarisent le débat sur les OGM7-8 » font preuve d'une passion excessive.

1 La prochaine visite de Graziano Da Silva, directeur général de la FAO, au Mexique a déjà été annoncée. Il a été invité par le président pour discuter plus à fond de cette campagne. Voir <http://noticias.prodigy.msn.com/“acelerón”-a-la-cruzada-contra-el-hambre>

2 Rosa Santana, « Admite Sagarpa que México importa soya y maíz transgénicos ». Proceso, 5 avril 2013. <http://www.proceso.com.mx/?p=338193>

3 Voir <http://cruzadacontraelhambre.gob.mx/>

4 Voir, Emmanuel González Ortega, « El hambre como botín de las corporaciones », <http://pagina3.mx/al-grano/8717-el-hambre-como-botin-politico-y-de-beneficios-corporativos.html>

5 Voir le dossier de presse du Groupe ETC, du Centre africain pour la biodiversité, de FoodMatters Zimbabwe et du CTD : « Maíz transgénico de Sudáfrica: imposición en México y en Zimbabwe », 15 avril 2013, www.etcgroup.org et www.biodiversidadla.org. On peut consulter une liste des exportations de maïs transgénique du gouvernement d’Afrique du Sud à l’adresse : [http://www.nda.agric.za/doaDev/sideMenu/biosafety/doc/GMO%20permits%20-%202013\(no%20marker\).pdf](http://www.nda.agric.za/doaDev/sideMenu/biosafety/doc/GMO%20permits%20-%202013(no%20marker).pdf)

6 « La acción coordinada es clave en la Cruzada contra el Hambre de México ». FAO News, www.fao.org/news/story/es/item/172650/icode/

7 Voir « En México la humanidad camina en el filo de la navaja », dans *El maíz no es una cosa: es un centro de origen*, Colectivo por la Autonomía, GRAIN, Casifop, publié par Editorial Ítaca avec l’appui du CS-Fund, janvier 2012, pp. 241-242. Conférence technique internationale de la FAO, Guadalajara, Mexique, du 1er au 4 mars 2010, document ABDC10/9 [Enjeux-Recommandations]: *Agricultural Biotechnologies for Food Security and Sustainable Development: Options for developing Countries and Priorities for Action by the International Community*, janvier 2010.

8 Conférence technique internationale de la FAO, Guadalajara, Mexique, du 1er au 4 mars 2010, document ABDC10/9 [Enjeux-Recommandations]: *Agricultural Biotechnologies for Food Security and Sustainable Development: Options for developing Countries and Priorities for Action by the International Community*, janvier 2010.

Au début du nouveau mandat, plusieurs organisations étudiantes, sociales, écologiques, rurales et urbaines ont participé à une assemblée d’information devant les bureaux de la Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación (Sagarpa, ministère de l’agriculture, de l’élevage, du développement rural, des pêches et de l’alimentation) — à qui revient la décision finale en ce qui concerne les permis d’ensemencement d’OGM5. Des tracts ont été distribués et les gens ont souligné qu’il était urgent que le Sagarpa assume sa responsabilité d’empêcher l’imminente contamination⁶. Le même jour et à la même heure, à Berlin, des groupes solidaires de défense du maïs, dont certains sont proches de La Via Campesina International, ont manifesté pacifiquement devant l’Ambassade mexicaine « pour exiger que le gouvernement du Mexique ne délivre pas les permis de semence de maïs transgénique à grande échelle à des fins commerciales⁷. »



Clôture de l'assemblée du réseau de défense du maïs (Red en Defensa del Maíz) dans la ville de Mexico, animée par le dirigeant zapotèque Joel Aquino, janvier 2013.

Du 15 au 17 janvier, le Red en Defensa del Maíz (RDM, réseau de défense du maïs), auquel adhèrent plus de mille deux cents organisations et communautés d'environ 22 États du pays, a tenu sa première assemblée de 2013 et publié une déclaration qui résume de manière exemplaire les circonstances récentes et à venir :

Nous, les communautés, les organisations et les personnes qui adhèrent au RDM depuis onze ans, nous élevons notre voix pour répéter une fois de plus que nous rejetons catégoriquement l'introduction, le transfert, la commercialisation, l'échange, l'expérimentation, l'entreposage et l'ensemencement de n'importe quelle culture transgénique.

Nous rejetons tout ce qui est lié au maïs transgénique parce qu'il attaque directement plus de dix mille années de culture du maïs indigène; parce qu'il attaque directement les stratégies agricoles et de subsistance des peuples et des communautés; parce qu'il attaque la sécurité et la souveraineté alimentaires du Mexique, parce qu'il attaque la production libre et indépendante des aliments avec des semences indigènes nationales non brevetées et sans modification transgénique. Parce qu'il attaque la santé de la population en général.

Nous l'avons déjà dit dans le passé, mais il faut le répéter : le Mexique, et toute la Més-Amérique (et plus encore) sont un centre d'origine et de diversification du maïs. C'est pourquoi nous rejetons la tentative du gouvernement de nous imposer des soi-disant centres d'origine qui présupposent qu'il existe un grand nombre de sites où l'on peut planter des cultures transgéniques. Nous exigeons l'intégralité biologique et territoriale de l'État mexicain en tant que centre d'origine et de diversité continue, le tout incarné dans la pérennité des peuples indigènes.

Aujourd'hui, aux revendications que nous avons exprimées au cours des onze dernières de résistance, nous devons ajouter notre voix à toutes celles qui ont déjà sonné l'alarme devant la simple possibilité que soient acceptées les demandes de permis de planter plus de 2,4 millions d'hectares de transgéniques commerciaux dans les États de Sinaloa et de Tamaulipas. Comme ces États cultivent d'énormes quantités de maïs pour la consommation humaine dans les grandes villes du pays, ces dernières seraient inondées d'un maïs contaminé qui dans d'autres pays a fait l'objet d'études ayant conclu qu'il est nocif pour la santé. C'est exactement ce que nos communautés et nos organisations ont toujours dit tout au long de ces onze années⁸.

Les trois stratégies principales du RDM durant ces années ont été de tenir les transgéniques à distance avec la décision — communautaire, régionale et nationale — de ne pas laisser passer des semences provenant de l'étranger ou de l'aide gouvernementale, de défendre l'intégralité de la vie des peuples qui se préoccupent de protéger le maïs (ce qui veut dire que les communautés revendiquent activement leurs territoires et leur autonomie politique); et d'assumer la perpétuité de la lutte qui ne s'arrêtera jamais, peu importe ce qui surviendra. Faisant écho à ce qui précède, le RDM a insisté :

Nous saluons toutes les communautés et organisations qui au niveau local et régional ont réussi à établir des accords, des statuts ou des règlements — comme un frein véritable à l'entrée des transgéniques dans leurs milieux et enclaves en adoptant une attitude attentive, alerte et prudente, en rejetant ou en freinant toutes les semences étrangères, les semences hybrides ou étrangères que les programmes de gouvernement ou les entreprises veulent imposer aux communautés comme condition d'octroi d'autres programmes ou projets.

Ce moratoire réel s'est maintenu au cours de ces onze années et le Mexique continue d'être un pays où les transgéniques ne nous ont toujours pas vaincus. C'est pourquoi il est important, devant une urgence aussi pressante que celle que nous vivons, que nous redoublions d'efforts, de vigilance et de soins pour maintenir et renforcer les semences indigènes et les canaux de confiance qui rendent possible leur échange en toute sécurité et la diversité qui constitue son essence même, au moment de déterrer toute semence étrangère, surtout s'il s'agit de semences dont font promotion le gouvernement et les entreprises.

Évidemment, maintenant il ne s'agit plus simplement d'un problème d'ensemencement minutieux, d'une culture méthodique ou d'échanges de semences à travers les canaux de confiance. Nous devons maintenant aussi faire attention à l'origine de tout le maïs que nous consommons, étant donné qu'il existe maintenant une infinité de produits qui le contiennent. Nous devons redoubler d'attention pour jeter les produits transformés qui contiennent un ingrédient basé sur le maïs industriel, car il sera sûrement transgénique⁹.

Un peu plus tard, l'organisation internationale AVAAZ a publié une pétition avec presque 42 000 signatures à l'échelle planétaire contre le maïs GM, dans le cadre d'une campagne qu'elle avait lancée en collaboration avec les organisations mexicaines participantes¹⁰.

Du 21 au 31 janvier, l'UNORCA, une organisation membre de La Vía Campesina Amérique du Nord, a commencé un jeûne public pour protester contre les permis de plantation commerciale d'OGM. Son communiqué déclarait :

Dans cet acte de jeûne volontaire en tant que manifestation civique, nous rappelons les quelque 30 millions de compatriotes qui chaque jour ne disposent pas d'une quantité suffisante d'aliments pour se nourrir. Nous voulons partager notre préoccupation pour la santé, la culture et l'économie de notre nation, lesquelles se sont détériorées à cause d'un modèle de développement qui favorise une minorité, dont les sociétés transnationales qui aujourd'hui conspirent pour s'emparer d'une des plus grandes richesses de nos peuples : le maïs.

Nous désirons exprimer notre indignation devant cet énorme abus que constituerait l'approbation de la plantation commerciale de maïs transgénique au Mexique et nous demandons que le gouvernement fédéral accorde plus de poids aux intérêts des paysans et de la majorité des producteurs mexicains

qu'au pouvoir des entreprises transnationales¹¹.

À la fin de septembre 2012, les organisations sociales, rurales et urbaines ont initié une série d'ateliers conjoints dans les quartiers de plusieurs villes dans le but d'informer directement la population, en ouvrant des espaces de dialogue et de réflexion microscopiques pour faire connaître l'invasion des transgéniques et établir des lignes d'action de base pour affronter une invasion de ce type si jamais celle-ci se produisait. De janvier à mars dernier, toute l'activité a renforcé les alliances nationales et internationales des organisations — à partir de la base — et a impulsé une large réflexion sur les conséquences désastreuses des transgéniques pour la diversité du maïs dans son centre d'origine pour l'agriculture paysanne et la santé de la population.

La défense du maïs et le danger que représentent les transgéniques n'ont probablement jamais été aussi clairs dans l'opinion publique mexicaine. L'organisation Yo soy #132, et d'autres organisations de jeunes, d'étudiants et de militants urbains, conjointement avec le Red en Defensa del Maíz et l'Asamblea de Afectados Ambientales (assemblée des personnes affectées par l'environnement) ont organisé un débat public à la Faculté des sciences de l'Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM) auquel devaient participer des responsables du Sagarpa, du Semarnat (ministère de l'environnement et des ressources naturelles), de la Cibiogem (Commission interministérielle de biosécurité des organismes génétiquement modifiés) et de la Conabio (Commission nationale pour la connaissance et l'utilisation de la biodiversité). Toutes ces organisations publiques jouent un rôle dans l'approbation, la prestation de services de consultation et les décisions relatives aux OGM au Mexique et aux permis de plantation pilote, expérimentale ou commerciale des OGM. Aucune d'elles ne s'est présentée au débat ni n'a formellement répondu à l'invitation. Le Sagarpa a signifié son refus d'assister par voie téléphonique, en alléguant qu'il n'avait toujours pas adopté une position publique sur la question parce que les dirigeants responsables étaient nouveaux.

La Conabio n'a pas assisté non plus au débat, mais en octobre 2012, elle a publié un document qui exprimait clairement ses doutes quant à l'approbation éventuelle des transgéniques : « Notre pays est confronté à un problème sérieux pour lequel il n'existe aucune solution évidente : celui d'introduire une nouvelle technologie qui touche les êtres vivants et qui prétend s'imposer, même s'il n'y a toujours pas de preuves claires que l'utilisation des transgéniques se réalisera dans des conditions de sécurité adéquates garantissant qu'elle aura un impact minimal sur l'environnement et la diversité biologique ainsi que sur la sécurité alimentaire¹². » Par ailleurs, la Conabio n'a pas répondu officiellement à l'invitation.

Étaient présents au débat tenu le 7 février, Antonio Turrent, président de l'Unión de Científicos Comprometidos con la Sociedad (UCCS), l'équivalent mexicain de l'Union of Concerned Scientists des États-Unis (UCS); Silvia Ribeiro, du Groupe ETC, Peter Rosset, chercheur du Colegio de la Frontera Sur et conseiller de La Via Campesina, et Álvaro Mena, un paysan maya et apiculteur de la péninsule du Yucatan qui a perdu des abeilles et dont le miel a été interdit dans l'Union européenne parce qu'il contenait des traces de matériel transgénique. Les problèmes de M. Mena ont été causés par le modèle agroindustriel de monoculture du soja conventionnel et GM, lequel utilise de grandes quantités de produits agrottoxiques. Durant le débat, M. Mena a annoncé que la veille, il avait perdu 1 500 ruches à la suite de la fumigation de monocultures voisines¹³.



Affic

he annonçant un débat sur le maïs transgénique à la Faculté des sciences de l'Universidad Nacional Autónoma de México, UNAM, le 7 février 2013.

Dans ce débat, auquel ont assisté plus de mille personnes très attentives à l'auditorium Alberto Barajas Célis, de la Faculté des sciences, Antonio Turrent a insisté pour dire qu'il n'est pas nécessaire de recourir aux transgéniques, que le Mexique compte suffisamment de variétés de semences indigènes et que ce qui fait défaut, c'est l'appui à l'agriculture paysanne, laquelle peut couvrir les besoins alimentaires de la population. Quelques jours plus tard, Turrent et Alejandro Espinosa, de l'UCCS, ont précisé leur pensée :

Le Mexique est le centre d'origine du maïs et, en même temps, l'intendant de la plus riche diversité génétique du maïs et de ses espèces apparentées sauvages au monde. Dans les banques de germoplasme mondiales, un billion de graines de maïs génétiquement différentes les unes des autres sont conservées à des températures de -18°C ou moins, lesquelles ne constituent qu'une petite fraction de la biodiversité du maïs dans le monde.

À titre de comparaison, les paysans mexicains sèment chaque année quelques centaines de milliards de graines génétiquement différentes de 59 races indigènes. Ils et elles récoltent environ 20 billions de graines de maïs indigène, lesquelles ont été exposées à des stress environnementaux durant leur croissance. De ce total, les femmes paysannes en sélectionnent cent milliards pour l'ensemencement et le reste est consommé comme aliment.

Ainsi, chaque année, les producteurs gèrent 20 fois la biodiversité conservée dans les banques de semences de la planète, sur laquelle ils et elles exercent une grande pression de sélection (environ une graine sur 100) pour favoriser les semences qui, de par leurs caractéristiques morphologiques, représentent

l'idéal pour la consommation pluriculturelle. Les producteurs échangent leurs semences au sein de la communauté, et certains d'entre eux et elles vendent des semences dans leur localité ou région.

Toute cette activité constitue une mégaexpérience d'amélioration génétique autochtone sans égal dans le monde, une expérience dynamique réalisée par les habitants de la Més-Amérique année après année depuis plus de 6 000 ans qui a diversifié et continue de diversifier le maïs¹⁴.

Les organisations qui avaient convoqué le débat ont publié un communiqué qui s'ajoute aux centaines de déclarations et documents contribuant à la construction d'un édifice d'arguments pertinents et incontournables. La première réclamation de la lettre est qu'aucune institution gouvernementale n'avait daigné assister au débat, même si chacune d'entre elles avait été invitée directement et suffisamment de temps à l'avance.

L'incapacité à prendre des décisions que montrent les autorités mentionnées est scandaleuse, car les informations abondent sur les risques potentiels des organismes transgéniques sur la santé humaine, la productivité et les économies locales et nationale et sur les effets environnementaux de ces organismes sur le sol, la faune et la flore. C'est pourquoi nous exigeons que le gouvernement mexicain agisse dans le sens de la recommandation du Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, qui en 2011 a demandé : « ... que les autorités mexicaines réinstaurent le plus tôt possible le moratoire sur les expériences en champ et la culture commerciale du maïs transgénique afin de protéger la biodiversité du maïs. »

En plus des dangers que la libération commerciale du maïs transgénique comporte pour la diversité planétaire, nous la rejetons à cause des dommages irréversibles qu'elle causerait par la contamination génétique des variétés indigènes, la destruction des possibilités nationales d'atteindre la souveraineté alimentaire — car les organismes transgéniques sont la propriété de sociétés privées qui convertiraient les agriculteurs mexicains en clients captifs de leurs intrants, — la menace de destruction de l'histoire et des cultures des peuples qui forment le Mexique et beaucoup d'autres dommages à l'extérieur du domaine purement scientifique¹⁵.

La Via Campesina, le Groupe ETC et GRAIN ont fait parvenir des lettres à la FAO et à la Convention sur la diversité biologique dans lesquelles ils en appelaient à leur autorité pour prévenir une catastrophe dans le centre d'origine du maïs. Mais la réponse de la FAO, presque identique à une réponse produite plusieurs années auparavant, illustre très bien la position qu'elle maintient :

La position de la FAO a toujours été de reconnaître que les organismes génétiquement modifiés soulèvent des questions difficiles et que les pays membres et leurs citoyens doivent prendre leurs décisions sur les thèmes de la planification, l'investissement, la commercialisation, la recherche, la formation et l'utilisation des organismes génétiquement modifiés. La responsabilité en matière de formulation de politiques et de prise de décision en ce qui concerne les organismes génétiquement modifiés appartient aux gouvernements des pays¹⁶.

Cette réponse est aux antipodes de ce que dit Braulio Ferreira de Souza Dias, de la Convention sur la diversité biologique (CDB), en réponse à la même préoccupation exprimée

par les mêmes organisations :

Étant donné les demandes reçues par le gouvernement du Mexique pour l'introduction dans l'environnement de différentes variétés de maïs génétiquement modifié, j'ai écrit aux centres de liaison nationaux du pays, tant pour la CDB que pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Dans cette lettre, je leur ai rappelé leurs obligations en vertu du Protocole sur la biosécurité et j'ai souligné, en particulier, l'importance du Mexique en tant que centre d'origine du maïs, le rôle fondamental du maïs dans la sécurité alimentaire mondiale et l'importance de maintenir la diversité génétique de cette espèce face aux défis que présentent les changements climatiques et d'autres pressions environnementales. J'espère que le gouvernement du Mexique tiendra compte des préoccupations de toutes les parties intéressées et prendra les décisions appropriées¹⁷.

Encadré 2 - Le facteur Gates-Slim

Dans les circonstances actuelles de désinformation entourant l'approbation éventuelle de permis de plantation commerciale massive de maïs GM au Mexique, il est important d'aligner la croisade contre la faim du gouvernement mexicain, l'appui qu'il reçoit de la FAO — déclarée défenseur de la biotechnologie et des « investissements responsables » en affaires et accaparement des terres — l'apparition synchronique des magnats Bill Gates et Carlos Slim pour promouvoir la sécurité alimentaire, améliorer les installations du Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) et quelques recherches privilégiées de scientifiques mexicains sur leurs propres maïs transgéniques conçus pour combattre les mauvaises herbes qui pourraient être mises à profit en Afrique.

Et en Afrique, cela fait des années qu'avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), la lutte contre la faim sert de prétexte pour mener une croisade visant à augmenter les rendements, imposer ce qui est planté, où il est planté ainsi que les conditions contractuelles pour le faire¹.

L'apparition de deux des hommes les plus riches au monde ensemble survient dans le cadre d'une initiative conjointe au Mexique qui comprend « le développement de variétés de maïs et de blé à haut rendement équipées pour tolérer les vicissitudes liées aux changements climatiques. » « En combinant les plus récents progrès en science agricole et les pratiques culturelles avec la technologie numérique, les efforts novateurs du Mexique permettront aux paysans les plus pauvres de semer et de vendre plus². » Dans une interview, Carlos Slim et Bill Gates ont parlé des sommes qu'ils ont investies pour la rénovation des installations du CIMMYT³.

Rappelons qu'il y a 50 ans, le CIMMYT a été au cœur de ce que l'on a appelé la révolution verte. Et le bulletin de la Fondation Gates précise le sens de son geste : « Il y a cinquante ans, le leadership du Mexique a soulagé la faim et la pauvreté de centaines de millions de personnes en Amérique latine et en Asie [...] Le monde compte sur le Mexique pour qu'il continue de tracer le chemin en recherche agricole et en pratiques culturelles durables pour assurer la sécurité alimentaire mondiale. Entre-temps, la communauté mondiale doit y contribuer en adhérant à une nouvelle série d'objectifs, y compris la productivité agricole avec des résultats mesurables qui améliorent la vie des plus pauvres⁴. »



Les reporters de The Guardian ont interviewé Thomas Lumpkin, directeur du CIMMYT. « On affirme que la rénovation des installations a pour but d'augmenter la capacité du centre en matière de recherche sur les transgéniques. Bien que Lumpkin ait insisté sur le fait que les transgéniques continueraient d'être un élément mineur du programme au Mexique, et atteindraient peut-être 10 % du budget total au cours des cinq prochaines années, le fonctionnaire a expliqué que ces recherches pourraient s'avérer cruciales là où la manipulation de la diversité naturelle est déficiente. Lumpkin affirme que lorsque ce sont des institutions à but non lucratif comme le CIMMYT qui offrent les OGM, on peut éviter l'iniquité rurale en disséminant une technologie qui jusqu'à maintenant a en grande mesure été réservée au monde développé. Le CIMMYT travaille déjà avec des cultivars de maïs GM expérimentaux au Kenya, et dans nombre d'autres pays africains, en utilisant des traits, "qui ont été essayés et ont fait leurs preuves," que les sociétés multinationales fournissent gratuitement en vertu d'accords spéciaux. Lumpkin a dit que les sociétés comme Monsanto désirent emprunter cette voie lorsque des variétés qu'elles ont produites et conçues pour le marché ne génèrent pas de revenus commerciaux importants. Au Mexique, les recherches sur les OGM sont centrées sur le blé, mais les nouvelles installations ouvrent la porte à l'expansion de recherches plus controversées sur d'autres espèces comme le maïs5. »

Notamment, la Fondation Bill et Melinda Gates a approuvé en décembre l'appui direct à une recherche menée par Luis Herrera Estrella, directeur du Laboratorio Nacional de Genómica para la Biodiversidad (Laboratoire national de génomique pour la biodiversité) du Centro de Investigaciones y Estudios Avanzados (Cinvestav, Centre de recherches et d'études avancées) de l'Instituto Politécnico Nacional (Institut polytechnique national, une entité publique mexicaine) et Damar López Arredondo, directrice de la recherche chez StelaGenomics6, une entreprise où Herrera Estrella occupe également le poste de président du conseil consultatif scientifique.

« Les scientifiques Luis Herrera Estrella et Damar López Arredondo, appuyés par la Fondation Bill et Melinda Gates, mènent un projet de recherche pour introduire le maïs transgénique en Afrique pour que dans quatre mois, les principales mauvaises herbes nocives à combattre soient identifiées et que dans six mois, l'on procède à l'évaluation des premières lignées transgéniques de maïs, tant en termes de biomasse totale que de production de graines, afin d'améliorer les cultures au Kenya7. » Un reportage de décembre 2012 a indiqué que la recherche recevra 100 000 dollars pour la première étape « et si les résultats sont positifs, on pourra présenter une demande pour recevoir un appui beaucoup plus important d'un million de dollars. » « Le travail est dirigé par Damar López Arredondo, directrice de la recherche à StelaGenomics, propriété du scientifique mexicain [Herrera Estrella]8-9. »

Ces nouveaux projets millionnaires laissent un goût amer, car la révolution verte a signifié une recrudescence de la guerre contre la subsistance qu'ont imposée les programmes d'intensification des cultures et des semences de

laboratoire, a érodé les sols et rendu ceux-ci dépendants des intrants agrochimiques et a approfondi l'expulsion de la paysannerie en rendant leurs activités non rentables. La Fondation Gates elle-même fait la promotion depuis un certain temps en Afrique de la nouvelle version de la révolution verte et le tourbillon de résistance croît à mesure que l'imposition du quoi, comment et où cultiver devient de plus en plus intolérable.

Tant en Afrique qu'au Mexique, des croisades contre la faim se répandent et sont divulguées pendant que, comme l'affirmait Ivan Illich et nous rappelle Jean Robert, « l'ère moderne est une guerre sans répit menée depuis maintenant cinq siècles pour détruire les conditions permettant l'agriculture de subsistance et la remplacer par des marchandises produites dans le cadre du nouvel État-nation. Tout au long de cette guerre, les cultures populaires et leurs aires de subsistance — les territoires — ont été dévastées à tous les niveaux. » Dans la complexité des actions gouvernementales qui favorisent les intérêts corporatifs, les communautés finissent par se faire arracher leurs sources de subsistance (leurs territoires, leur biodiversité, leurs « ressources »), elles sont dépouillées de leurs stratégies de subsistance (leurs savoirs indépendants pour produire les aliments), ou on leur interdit, empêche ou décourage de les utiliser, de sorte qu'elles finissent par être expulsées, et grossir l'armée des travailleurs et travailleuses précarisés, sujets à ces croisades contre la faim¹⁰.

1 Manuel Milz, « La Revolución Verde en Ruanda: un programa autoritario de intensificación agrícola al servicio de la agroindustria », Biodiversidad, sustento y culturas numéro 68, avril 2011. Voir également « ¿El 'milagro' de la Revolución Verde en Malawi? », dans GRAIN, El gran robo de los alimentos, Icaria editorial, 2012.

2 Gates Notes, « Mexico will lead innovation in Agricultural Development for the World », 12 février 2013, <http://www.thegatesnotes.com/Topics/Development/Mexico-Will-Lead-Innovation-in-Agricultural-Development-for-the-World>

3 Miriam Posada et Javier Salinas, « Slim y Gates aportan 25 millones de dólares para mejorar maíz y trigo en México », La Jornada, 14 février 2013.

4 « Gates Notes, Mexico will lead innovation in Agricultural Development for the World », 12 février 2013, op. cit.

5 Voir The Guardian, 15 février 2013, www.guardian.co.uk/global-development/2013/feb/15/scientists-mexico-agriculture-revolution-food-security

6 StelaGenomics, une filiale de Delaware C. Corporation, dont le siège social se trouve à Santa Clara, Californie, mène des activités aux États-Unis et au Mexique. Dans la page d'introduction de son site Web, elle déclare que « la société détient les droits mondiaux exclusifs du portefeuille de propriété intellectuelle développé par M. Luis Herrera — un leader mondial et pionnier de la technologie transgénique des plantes —, qui permet un contrôle des mauvaises herbes respectueux de l'environnement dans le cadre d'une agriculture moderne à haut rendement », voir la page Web de StelaGenomics à <http://stelagenomics.com/about/>

7 Martha Mejía, « Riesgos de los transgénicos, Vértigo Político », 10 mars 2013,

<http://www.vertigopolitico.com/articulo/6418/Riesgos-del-maz-transgnico>

8 José Luna, El Sol de México, 21 décembre 2012.

9 « Adopta Bill Gates proyecto agrícola mexicano », 2000Agro, Revista Industrial del Campo, 10 janvier 2013, <http://www.2000agro.com.mx/financiamiento/adopta-bill-gates-proyecto-agrico-la-mexicano/>

10 Jean Robert, « Guerra a la subsistencia », Biodiversidad, sustento y culturas 75, janvier 2013.

Imbroglia juridique

Suivant de près la série d'événements, et la confusion des délais pour accorder ou refuser les demandes de permis de plantation commerciale que Monsanto, Dow Agrosiences et Pioneer (PHI México) ont présentées à partir de septembre, les organisations en lutte contre les transgéniques ont cherché à les freiner par la voie juridique. Des rumeurs contradictoires ne cessaient de circuler. « Les délais de 50 jours prescrits par la loi, dont dispose l'autorité chargée d'étudier les demandes pour donner une réponse à l'autorité qui décide de l'octroi des permis, sont épuisés. Puisque l'autorité compétente ne s'est pas prononcée, les plantations commerciales de transgéniques sont approuvées par défaut. » « Non, le délai de quatre mois dont dispose l'autorité à partir de la réception de la demande est expiré. La loi stipule que si l'autorité qui doit résoudre la question ne se prononce pas dans un délai de quatre mois, le permis n'est pas accordé¹⁸. »

C'est ainsi qu'une nouvelle mobilisation a commencé devant la menace toujours latente d'une approbation. Le 16 mars, Greenpeace et UNORCA-Via Campesina ont organisé un forum à Culiacán, Sinaloa (où les semences GM seraient semées si les permis étaient approuvés), pour discuter des effets éventuels d'une approbation. Ils avaient invité Percy Schmeiser, un agriculteur canadien qui a été poursuivi par Monsanto il y a plusieurs années après que cette dernière ait allégué que Schmeiser avait semé des semences appartenant à Monsanto. En fait, les champs de l'agriculteur avaient été contaminés. Après des années de litige, Schmeiser a perdu la cause et Monsanto s'est renforcé¹⁹.

Yo Soy #132-Ambiental et Jóvenes ante el Desastre y la Emergencia Nacional (Jeunes face au désastre et à l'urgence nationale) se sont mobilisés directement auprès du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme²⁰, ²¹. Le 25 mars — à la demande de l'Instituto Federal de Acceso a la Información (IFAI, Institut fédéral d'accès à l'information)²² — Mikel Arreola, titulaire de la Comisión Federal para la Protección de Riesgos Sanitarios (Cofepris, Commission fédérale de protection contre les risques sanitaires), du Secretaría de Salud (ministère de la santé) du gouvernement mexicain, a affirmé « qu'aucun dommage à la santé n'a été rapporté à la suite de la commercialisation autorisée de 56 cultivars de maïs transgénique », mais il a insisté qu'au Mexique, aucune plantation commerciale n'a encore été autorisée. En fait, son intervention a contribué à la confusion qu'ont produite les délais et les compétences de Secrétariats (ministères), d'instances et d'instituts avec leurs avis, opinions, approbations, sanctions et résolutions. Sa déclaration confond parce que d'un côté, il affirme catégoriquement que les semences transgéniques sont inoffensifs, et de l'autre, il insiste qu'aucune approbation n'a encore été donnée parce que « dans ce pays, on n'a toujours pas déterminé si la plantation de

transgéniques était convenable ou non²³. »

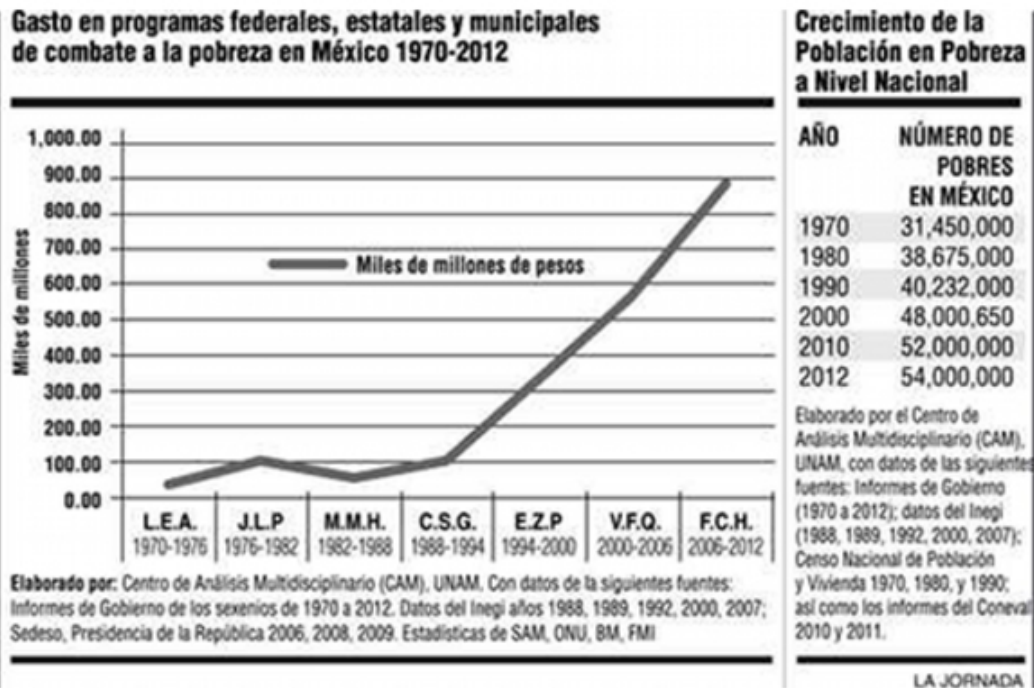
Devant tant de confusion et à titre préventif, plusieurs organisations sociales et civiles ont déposé une plainte devant la Comisión Nacional de Derechos Humanos (Commission nationale des droits humains) contre Enrique Peña Nieto et d'autres fonctionnaires « pour l'éventuelle approbation des demandes de plantation commerciale, étant donné que s'ils les approuvent, ils violeront les droits à la santé, à l'alimentation et à un environnement sain ainsi que les droits culturels des Mexicains et Mexicaines. » Dans ses communiqués, Greenpeace a indiqué que « tout le monde, n'importe quel citoyen à titre personnel et toute autre organisation intéressée, peut imiter la plainte déposée par les organisations, car ce sont les droits de tous les Mexicains qui sont à risque. » Une voie légale demeure donc ouverte pour montrer son désaccord au cas où ils s'aviseraient en fin de compte d'autoriser la plantation commerciale d' OGM²⁴.

Encadré 3 - 42 années de lutte contre la pauvreté au Mexique

Une étude récente du Centro de Análisis Multidisciplinario (CAM, Centre d'analyse multidisciplinaire) de l'Universidad Nacional Autónoma de México affirme : « Au cours des 42 dernières années, les gouvernements fédéraux et étatiques ont investi 36 367 pesos par personne pauvre du pays, selon les fonds alloués à ce poste budgétaire dans les trois niveaux de gouvernement. Mais au lieu de réduire, le nombre de pauvres a augmenté de 58,2 pour cent au cours de cette période. »

Le CAM soutient que « les dépenses gouvernementales dans ce domaine ont augmenté de 96,1 pour cent de 1970 à 2012. Le nombre de pauvres a augmenté, passant de 31,45 millions de personnes à 54 millions durant cette période, » selon les sources gouvernementales. « Les dépenses ont été continues et n'ont pas résolu le problème. » Selon le rapport, si au cours du mandat de six ans du début des années 1970, il s'est dépensé 50 milliards de pesos, avec Felipe Calderón [le président dont le mandat s'est achevé il y a quelques mois], ces dépenses ont atteint presque 900 milliards de pesos. On peut donc conclure que la majeure partie du budget est absorbée par la bureaucratie qui administre les programmes.

Pour le CAM « le gouvernement actuel du président Peña Nieto, avec son soi-disant Pacto por México (Pacte pour le Mexique), montre à nouveau qu'il s'intéresse à cette question pour des motifs médiatiques au lieu de chercher à résoudre le problème de fond. » Le CAM fait remarquer que les ressources destinées à la lutte contre la faim et la pauvreté viendront s'ajouter aux fonds dépensés depuis 42 ans¹.



1 Susana González, « Absorbe burocracia recursos para el combate a la pobreza », La Jornada, 7 avril 2013, p.24.

Le délai perpétuel

Par ailleurs, le collectif d'avocats de l'Assemblée de Afectados Ambientales, le Colectivo por la Autonomía, le Groupe ETC, le Centro de Estudios para el Cambio en el Campo Mexicano, le Centro Nacional de Misiones Indígenas et GRAIN ont examiné ensemble les conséquences réelles de l'enchevêtrement juridique et administratif qui doit « supposément » décider de l'approbation ou non des plantations commerciales si redoutées; ils ont soupesé le besoin d'entamer des actions juridiques préventives et produit une évaluation des succès concrets récents :

1. Dans la période actuelle que traverse le Mexique, la mobilisation est parvenue à rendre visible, aux yeux de l'opinion publique, le grave problème de la contamination transgénique dans le centre d'origine du maïs. Elle a réussi à inclure dans le débat national et international l'importance cruciale de l'aliment principal du peuple mexicain et de nombreux autres peuples dans le monde.

2. Elle a réussi à susciter une large gamme de réponses contre les OGM face au prétendu pouvoir de l'autorité des fonctionnaires gouvernementaux et des scientifiques des secteurs privé et public. Ces opposants sont des scientifiques et des universitaires engagés dans la société, des étudiantes et étudiants, des promoteurs des droits humains, des militants et militantes urbains de quartier, de la campagne et de la santé, des mouvements sociaux réformistes et contestataires, des mouvements de victimes environnementales et des organisations paysannes et autochtones (tant productivistes que communautaires), et même des personnes ordinaires qui, dotées d'une mémoire historique, se reconnaissent dans une lutte qui revendique des racines d'identité, la sécurité et la souveraineté alimentaires, l'insoumission et la souveraineté nationale.

3. Les délais sont déjà épuisés pour l'approbation ou non des demandes de permis de plantation commerciale qui ont causé tant d'agitation. N'importe quelle nouvelle tentative doit passer par une réactivation, juridique et administrative, de la demande de permis devant les instances qui affirment les réglementer²⁵. Ce résultat constitue un succès réel, qui établit un précédent surtout en ce qui concerne la mobilisation de la population mexicaine. C'est un succès modeste, car ces institutions gouvernementales ont constamment fait preuve de désinformation et de non-transparence, selon les organisations sociales qui ont demandé à maintes reprises des informations sur ces demandes, au point qu'elles ont demandé à l'Instituto Federal de Acceso a la Información d'ordonner qu'au moins l'une d'entre elles leur réponde²⁶.

4. Toutefois, lorsque le silence institutionnel à propos de la prétendue approbation ou non des permis (dont les délais ont été épuisés, pour le moment, insistons-nous) continue de peser sur le moral des divers mouvements, ces derniers se posent la question cruciale suivante : que ferons-nous si les permis sont approuvés de manière définitive (en vertu de la loi ou en invoquant des subterfuges juridiques pour la contourner) et que les corporations commencent à semer? Et les réponses ne se font pas attendre.

Pour de nombreuses organisations, il serait bon de préparer à l'avance les préventions juridiques qui manquent pour contester des actions de toute évidence illégitimes, bien qu'elles pourraient être fondées sur des lois (comme la Ley de Bioseguridad y Organismos Genéticamente Modificados [loi sur la biosécurité et les organismes génétiquement modifiés], ou la Ley de Producción, Certificación y Comercio de Semillas [loi de production, de certification et de vente des semences]) qui, aux yeux du peuple mexicain, violent de manière évidente d'innombrables droits. Et nous verrons quelles actions seront entreprises aux plans national et international si les plantations étaient approuvées, tout en sachant que de tels recours juridiques préventifs ou de plainte ne seront jamais la voie de résolution principale de ce conflit entre la population, les corporations et l'État, mais plutôt une mesure conjoncturelle ou momentanée dans le contexte d'une résistance plus large, plus profonde et quotidienne.

5. Devant les multiples torts contenus dans ces deux lois, les organisations mexicaines envisagent d'entamer un processus national et international de contestation en vue de leur abrogation.

6. Les voix se multiplient, au Mexique et à l'étranger, pour affirmer que nous nous trouvons devant un État mexicain qui commet des torts sérieux qu'il faut examiner devant une instance ayant une autorité morale, comme la Cour interaméricaine des droits de l'homme ou le Tribunal permanent des peuples (TPP) — une instance ayant un long passé moral que tant de groupes au Mexique demandent de plus en plus²⁷. Dans ce sens, et après l'installation du Tribunal au Mexique en octobre 2011, sept procédures ont été ouvertes, dont une porte justement sur « la violence contre le maïs, la souveraineté alimentaire et l'autonomie des peuples. »

7. Dans cette procédure, des espaces (appelés préaudiences) se sont ouverts et continueront de s'ouvrir pour que les personnes et les collectifs de la société civile mexicaine, tant des milieux urbains que ruraux, discutent et réfléchissent ensemble, pour essayer de comprendre différents aspects de la réalité nationale et mondiale qui leur causent directement des torts, en systématisant les découvertes et en identifiant les responsables et, peut-être aussi, les pistes pour transformer la situation. Et tout ça, devant des personnes ayant une autorité morale et une indépendance reconnues mondialement qui viennent vérifier si ces torts sont réels et si la configuration des cas est fondée. Parmi les préaudiences proposées, il y en a une sur la contamination du maïs indigène par des variétés transgéniques, et la responsabilité des entreprises et du gouvernement pour ces torts. Une autre cherche à démontrer que les

entreprises rompent les liens entre les gens et leurs sources de subsistance (les territoires, les semences, l'eau, la terre, la biodiversité et d'autres biens communs) et tentent de miser ou de carrément interdire que les gens assurent par eux-mêmes leur subsistance en recourant à leurs stratégies ancestrales et contemporaines — ce que les gens appellent l'agriculture paysanne, et que, devant la multitude de définitions, nous pourrions appeler l'agriculture indépendante ou qui tend vers l'indépendance. Une troisième a pour but de discuter des lois et de la réglementation liées aux semences et du fait que la loi mexicaine sur les semences — tout comme de nombreuses lois ailleurs sur le continent — a comme intention concrète de criminaliser l'utilisation, la conservation et l'échange des semences indigènes. Cette préaudience examinera aussi les processus de propriété intellectuelle et de privatisation des semences et du matériel végétal. Une quatrième réunion serait consacrée à documenter l'invasion du soja transgénique, et notamment le cas, déjà très documenté, de la contamination du miel des apiculteurs de la péninsule du Yucatan. Une cinquième préaudience chercherait à établir le rôle des programmes gouvernementaux dans le démantèlement de la filière paysanne, avec l'imposition de modèles, la privatisation des biens communs, l'individualisation de la propriété des terres et beaucoup plus. Une sixième aurait comme objectif d'établir les liens de corruption entre les institutions de recherche publique et les entreprises privées spécialisées dans l'innovation. Plus il y aura de gens contribuant leurs expériences et leurs visions au diagnostic des difficultés qui pèsent sur la vie paysanne et des attaques ouvertes contre celle-ci, plus claire sera la voie que prendront les organisations pour transformer le pays, expliquent les organisateurs et organisatrices du TPP.

Cette ouverture croissante d'espaces de discussion a comme effet concret de renforcer les liens entre les organisations, les communautés et les régions : une période importante de réflexion populaire pour tout le pays, semblable à ce qui s'est produit en Colombie lorsque le TPP y a siégé de 1989 à 1991 et ensuite de 2005 à 200828.

8. Dans le fond, l'évaluation finale, et la leçon la plus grande et la plus profonde que nous donnent ces mois d'angoisse, c'est qu'il faut à nouveau revendiquer ce que le Red en Defensa del Maíz propose dans les faits depuis maintenant onze ans : une stratégie intégrale de travail perpétuel, dans laquelle il faut semer le maïs pour le défendre, et ainsi défendre la vie des peuples qui engrangent le maïs; établir un moratoire efficace et strict, communautaire et régional, pour empêcher que les semences étrangères des entreprises ou du gouvernement pénètrent les espaces « libres de transgéniques »; maintenir ou réactiver le contrôle communautaire et les stratégies ancestrales et modernes d'une agriculture indépendante; et défendre les territoires, les semences indigènes, l'eau, les savoirs, la socialité et la justice.

Dans ce contexte, l'invasion légale, illégale, clandestine ou cynique des transgéniques en contact avec les variétés indigènes est un dur coup, mais à très long terme, les gens continueront de s'obstiner pour défendre le maïs indigène, en le lavant et renforçant, jusqu'à la fin des temps. Ils auront recours tour à tour à la mobilisation, à la réflexion collective, au travail quotidien ou à la lutte juridique, parce que l'avenir n'est pas écrit d'avance.

2 Rosa Santana, « [Admite Sagarpa que México importa soja y maíz transgénicos](#). » Proceso, 5 avril 2013. [Voir encadré 1](#).

3 La prochaine visite au Mexique de M. Graziano Da Silva, directeur général de la FAO, a déjà été annoncée. Invité par le président, il doit discuter de cette campagne. Voir les encadrés [1](#), [2](#) et [3](#).

4 Ver Silvia Ribeiro: « [Acta de protección a Monsanto](#) », La Jornada, 6 avril 2013 et « [Cruzada transgénica contra los hambrientos](#) », La Jornada, 20 avril 2013.

5 Le Red en Defensa del Maíz, le Movimiento Estudiantil Yo Soy #132-Ambiental, Jóvenes ante la Emergencia Nacional, l'Unión Popular Revolucionaria Emiliano Zapata (UPREZ), du Movimiento Urbano Popular, UNORCA-Vía Campesina et l'Asamblea Nacional de Afectados Ambientales (ANAA) ont participé à cette action, appuyés par le Colectivo por la Autonomía, le Centro de Estudios para el Cambio en el Campo Mexicano (Ceccam), le Centro de Análisis Social, Información y Formación Popular AC (Casifop), le Groupe ETC, le Centro Nacional de Apoyo a Misiones Indígenas (Cenami) et GRAIN.

6 « [Prohibir el maíz transgénico, demandan las organizaciones sociales, rurales y urbanas frente a Sagarpa](#), » 10 décembre 2012.

7 [México Via Berlín, colectivo de teoría, d'organisation et d'action politique vers une double voie critique](#), 7 décembre 2012

8 [Déclaration de la Red en Defensa del Maíz](#), janvier 2013

9 Ibid.

10 Voir Silvia Ribeiro, « [La guerra del maíz](#), » La Jornada, 26 janvier 2013, www.avaaz.org.

11 UNORCA, 21 janvier 2013. Voir www.unorca.org.mx

12 Conabio, octobre 2012. Documento base sobre solicitudes de liberación comercial de maíz genéticamente modificado en México. http://www.biodiversidad.gob.mx/genes/pdf/ConsideracionesGralesMaizGMComercial_fin.pdf

13 Une autre piste complète de recherche s'ouvre. Le soja est, avec le coton, une des cultures transgéniques pour lesquelles des permis d'ensemencement commercial ont été délivrés au Mexique, avec des effets catastrophiques très rapides. Le cas des apiculteurs de la péninsule du Yucatan, qui voient leurs colonies d'abeilles décimées et leur miel interdit de vente sur le marché européen, provoque des réactions rapides face aux dommages subis. Le soja peut causer des situations comme celles de la Bolivie, de l'Uruguay, du Paraguay, de l'Argentine et du Brésil : dévastation, accaparement et concentration des terres,

contamination extrême de produits agrochimiques, appauvrissement et conditions de servitude forcée des personnes et des communautés. Il faut absolument lire le reportage en trois parties d'Elva Mendoza dans Contralínea : « Soya transgénica invade México, » « Soya transgénica riesgosa para la biodiversidad mexicana » et « Conabio perdió el carácter vinculante de sus opiniones durante el panismo. »
<http://contralinea.info/archivo-revista/index.php/2013/03/10/soya-transgenica-invade-mexico/>
<http://contralinea.info/archivo-revista/index.php/2013/03/11/soya-transgenica-riesgosa-para-la-biodiversidad-mexicana/>
<http://contralinea.info/archivo-revista/index.php/2013/03/11/conabio-perdio-el-caracter-vinculante-de-sus-opiniones-durante-el-panismo/>

14 Alejandro Espinosa et Antonio Turrent : « Transgénicos y contaminación de maíz nativo », La Jornada, 11 février 2013.

15 Communiqué des organisations et personnes qui ont lancé l'invitation au débat sur le maïs transgénique au Mexique, le 7 février 2013 à l'Universidad Nacional Autónoma de México. Voir www.redendefensadelmaiz.net

16 Lettre de Clayton Campahola de la FAO à Alberto Gómez (Via Campesina Amérique du Nord), Pat Mooney et Silvia Ribeiro (Groupe ETC) et Henk Hobbelink (GRAIN), le 17 décembre 2012.

17 Lettre de Braulio Ferreira de Souza Dias, du CDB, à Alberto Gómez (Via Campesina Amérique du Nord), Pat Mooney et Silvia Ribeiro (Groupe ETC) et Henk Hobbelink (GRAIN), 13 décembre 2012.

18 Voir Trámites Homoclave de la Semarnat -04-012, <http://tramites.semarnat.gob.mx/index.php/ogm-s/permisos/187-permiso-de-liberacion-comercial-al-ambiente-incluyendo-la-importacion-para-esa-actividad-de-organismos-geneticamente-modificados>. Voir Ley de Bioseguridad y Organismos Genéticamente Modificados, article 57. <http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LBOGM>. Selon ces sources, les délais ont déjà expiré.

19 Matilde Pérez, La Jornada, 18 mars 2013.

20 « Yo soy #132 pide a OACNUDH apoyo contra maíz transgénico », la información.mx, 20 mars 2013, http://noticias.mexico.lainformacion.com/economia-negocios-y-finanzas/cultivos-agricolas/yo-soy132-ambiental-pide-a-oacnudh-apoyo-contra-maiz-transgenico_ISg3VNIAX9qY5Jj4orYpl6/

21 « Exigen al gobierno federal rechazar siembra de maíz transgénico en Sinaloa y Tamaulipas », Proceso, 19 mars 2013, <<http://www.proceso.com.mx/?author=211282>>

22 « IFAI ordena a Cofepris buscar estudio sobre riesgos de maíz transgénico ». Noticieros

Televisa, 17 mars 2013.

23 « Descarta Cofepris daños a la salud por maíz transgénico » <<http://www.rotativo.com.mx/noticias/nacionales/26871-descarta-cofepris-danos-a-la-salud-por-maiz-transgenico/>>

24 <http://www.greenpeace.org/mexico/Global/mexico/Docs/2013/QUEJA-CNDH/queja_CNDH_machote%20ONG_final.doc>

25 Silvia Ribeiro, op. cit.

26 IFAI, op. cit.

27 Voir Comité promotor del Capítulo México del Tribunal Permanente de los Pueblos, « Petitoria formal al Tribunal Permanente de los Pueblos, Fundación Lelio Basso, encaminada a instaurar un Capítulo México donde podamos ventilar los nexos entre libre comercio, guerra sucia y derechos de los pueblos », 17 février 2011, http://www.maderasdelpueblo.org.mx/archivos/2011_0.pdf et « Carta de la sociedad civil nacional e internacional en apoyo a la instalación de un Capítulo México del Tribunal Permanente de los Pueblos, octubre, 2011 », <http://www.tppmexico.org/?p=194>.

28 Tribunal Permanente de los Pueblos, « Empresas transnacionales y derechos de los pueblos en Colombia, 2006-2008 ». <http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/34608/tribunal-permanente-de-los-pueblos-conda-a-colombia>

La source originale de cet article est grain.org

Copyright © [Grain](http://grain.org), grain.org, 2013

Articles Par : [Grain](http://grain.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca